



LES BALANCES DES PAIEMENTS 2019 DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

(SYNTHÈSE)

Cette année, les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont publiées selon la norme de la sixième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM6 »). Elles étaient publiées selon la cinquième édition du Manuel du FMI (« BPM5 ») jusqu'alors (voir page 5).

Principaux postes de la balance des paiements (soldes)

Montants en milliards de F CFP

	Nouvelle-Calédonie			Polynésie française		
	2017 (r)	2018 (r)	2019 (p)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (p)
Compte des transactions courantes (I)	-40,9	-40,1	-77,1	31,3	24,6	-22,1
dont : - Biens	-87,3	-78,8	-117,1	-153,9	-165,7	-201,8
- Services	-36,6	-41,2	-43,8	64,7	70,2	63,2
- dont voyages	1,4	1,3	2,0	38,0	47,0	50,7
- dont transports	-20,1	-19,6	-19,0	16,6	13,5	10,5
- dont services divers aux entreprises	-28,4	-27,6	-25,7	-0,7	1,1	-1,6
- Revenus primaires	57,5	57,6	60,9	61,8	63,0	63,4
- Revenus secondaires	25,7	22,3	22,9	58,8	57,1	53,1
Compte de capital (II)	-0,8	-0,7	-0,1	0,0	0,0	0,0
Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)	-41,7	-40,8	-77,3	31,3	24,6	-22,1
Compte financier	-52,8	-29,3	-105,1	-12,8	12,9	8,4
dont : - Investissements directs (IV)	-43,3	-25,2	-70,5	-7,9	6,4	2,7
- Investissements de portefeuille (V)	2,0	3,7	3,9	1,2	1,5	0,6
- Autres investissements	-11,5	-7,8	-38,5	-6,2	5,0	5,1
Erreurs et omissions	-11,2	11,5	-27,9	-44,1	-11,7	30,5
<i>Pour mémoire PIB</i>	<i>990,7</i>	<i>1028,0</i>	<i>n.d.</i>	<i>609,8</i>	<i>625,6</i>	<i>644,9</i>

(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

En 2019, en Nouvelle-Calédonie comme en Polynésie française, le solde des transactions courantes se dégrade (-37 mds F CFP et -47 mds F CFP respectivement sur un an). Le déficit structurel en Nouvelle-Calédonie double quasiment tandis qu'en Polynésie française, le solde devient déficitaire pour la première fois depuis 2010. Dans les deux géographies, ces évolutions sont en grande partie attribuables à l'importation exceptionnelle de matériels de transport. Ainsi, le déficit des échanges de biens se creuse en Nouvelle-Calédonie (117 mds F CFP après 79 mds F CFP) et en Polynésie française (202 mds F CFP après 166 mds F CFP). Les échanges de services sont quant à eux toujours déficitaires en Nouvelle-Calédonie (-44 mds F CFP en légère baisse de 3 mds F CFP sur un an) et restent fortement excédentaires en Polynésie française (+63 mds F CFP) quoiqu'en recul de 7 mds par rapport à 2018. Le compte financier fait apparaître des entrées nettes à hauteur de 105 mds F CFP en Nouvelle-Calédonie, en lien avec une hausse marquée des entrées nettes d'investissements directs (+124 % sur l'année). À l'inverse, le compte financier affiche des sorties nettes en Polynésie française de 8 mds F CFP.

La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie

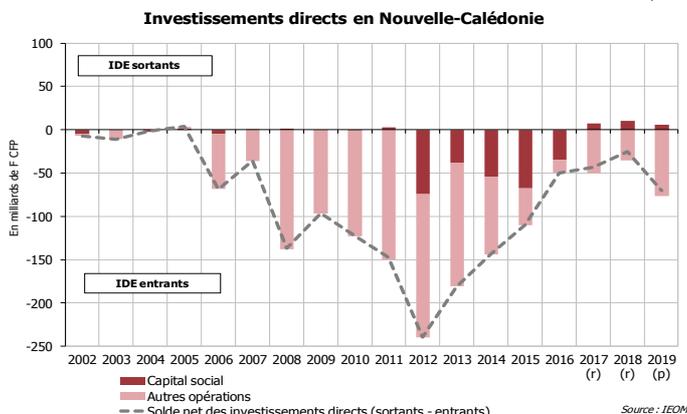
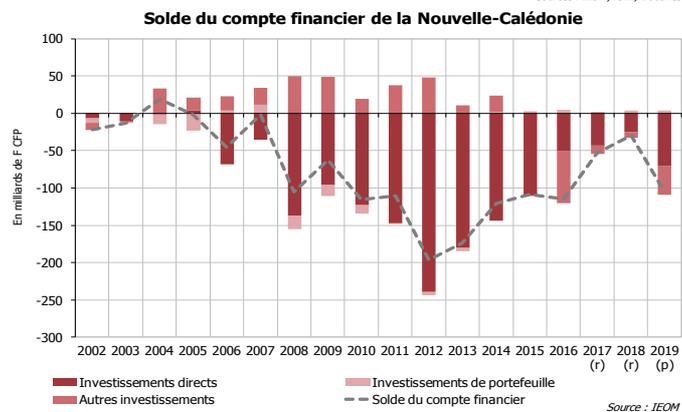
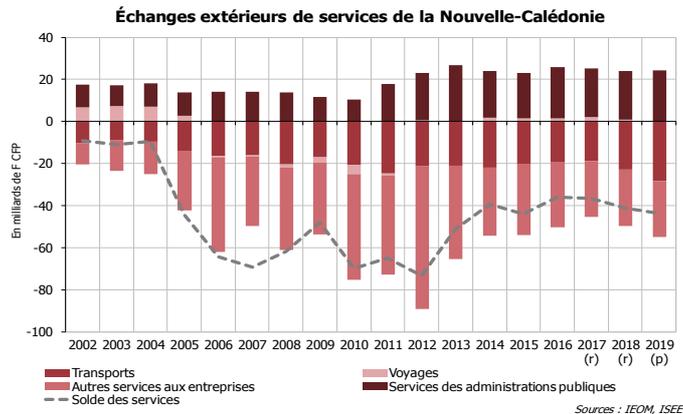
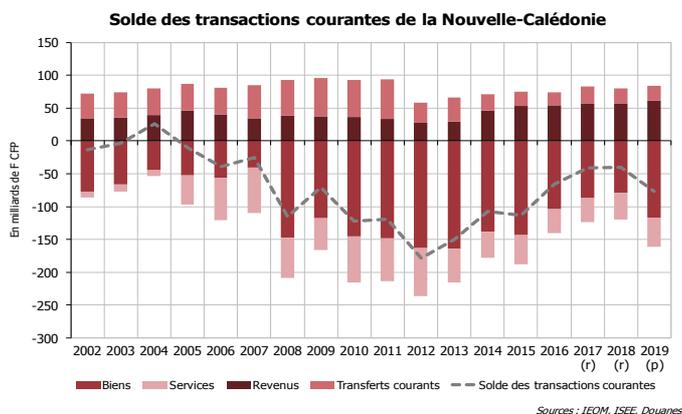
En 2019, malgré des fragilités structurelles, la situation économique se stabilise après une année 2018 difficile. En outre, l'emploi salarié privé cesse de reculer et le chômage baisse légèrement. Par ailleurs, l'investissement des entreprises résiste, tiré principalement, par le secteur des transports. Reflet de ces évolutions, le déficit des transactions courantes s'élève à -77,1 mds F CFP, doublant presque sur un an. Cette dégradation provient principalement de l'augmentation du déficit commercial de biens (-48,5 %) et dans une moindre mesure du déficit des échanges de services (-6,4 %). En revanche, les soldes excédentaires des revenus primaires et secondaires s'accroissent sur l'année (+5,7 % et +2,8 % respectivement).

Le déficit commercial de biens se creuse pour s'établir à 117,1 mds F CFP (contre 78,8 mds F CFP en 2018). Les exportations se réduisent (-14,2 mds F CFP¹ à 184,0 mds F CFP) en lien avec le recul de l'activité métallurgique, alors que les importations augmentent (+25,9 mds F CFP à 317,5 mds F CFP) suite aux investissements exceptionnels réalisés dans le secteur des transports (bus, navires de pêches, avions).

En parallèle, le solde des services se dégrade à -43,8 mds F CFP, essentiellement en lien avec le creusement du déficit des services de transports (+23,3 % à -28,3 mds de F CFP). Structurellement déficitaire, le fret international étant opéré par des armateurs étrangers, le solde des transports maritimes se contracte avec la hausse des échanges de biens. Les services de transports aériens affichent également un solde déficitaire encore plus important qu'en 2018 en raison de dépenses (escales, affrètements, maintenance, etc.) en forte croissance.

Les revenus primaires dégagent un excédent à hauteur de 61 mds F CFP, en hausse de 3 mds F CFP sur un an. Alors que le solde des rémunérations des salariés est stable sur l'année, le solde des revenus des investissements s'améliore (+3 mds F CFP sur l'année).

Le compte financier fait apparaître des entrées nettes de capitaux à hauteur de 105,1 milliards F CFP (contre 29,3 mds F CFP en 2018, soit +76 mds F CFP). Cette évolution s'explique essentiellement par le rebond des investissements directs nets entrants (+124 % à 78,4 mds F CFP) destinés à renflouer les pertes significatives des métallurgistes en 2019. De surcroît, les autres investissements, qui retracent les opérations de dépôts et de crédits vis-à-vis de l'extérieur de la part du système bancaire, des administrations publiques et des « autres secteurs » (entreprises et ménages), se soldent par des entrées nettes de 38,5 mds F CFP en 2019 après 7,8 mds F CFP en 2018.



(r) : chiffres révisés
(p) : chiffres provisoires

¹Données douanières en valeur CAF, hors éléments exceptionnels.

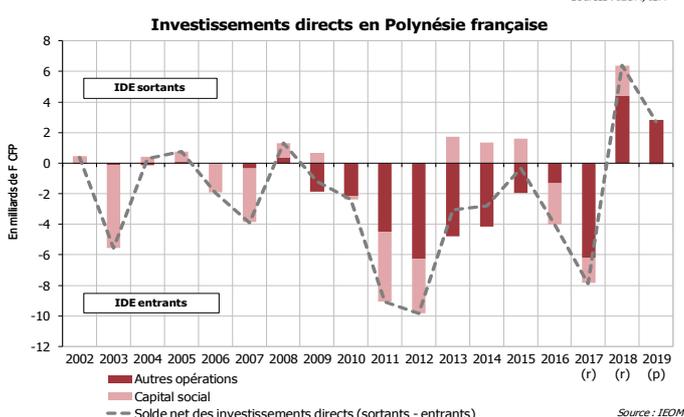
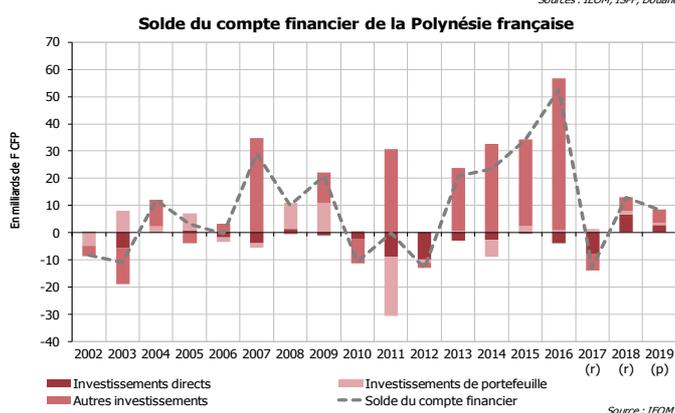
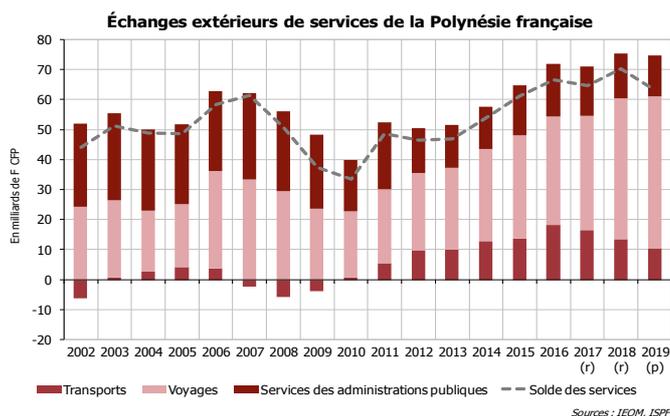
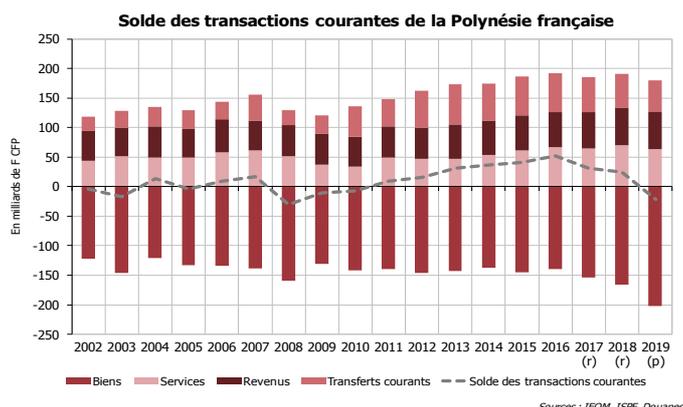
La balance des paiements de la Polynésie française

La balance des paiements de la Polynésie française reflète le climat économique porteur observé sur l'année 2019, soutenu par une fréquentation touristique au plus haut depuis vingt ans, mais affecté par les difficultés du secteur perlicole. Toutefois, le solde des transactions courantes devient déficitaire pour la première fois depuis 2010 à -22,1 mds F CFP. Ce déficit résulte de l'aggravation du déséquilibre dans les échanges de biens (-21,8 % entre 2018 et 2019) et de moindres excédents dans les échanges de services (-10,0 %) et de revenus (-3,0 %).

Soutenues par une consommation des ménages vigoureuse, les importations de biens continuent leur progression en 2019 (+7,0 mds F CFP²). En revanche, les exportations de produits locaux, grevées par les difficultés de la filière perlicole (-34,3 % d'exportations de produits perliers), diminuent de 2,3 mds F CFP. Alourdi également par l'importation de deux avions, le solde commercial atteint ainsi -201,8 mds F CFP après -165,7 mds F CFP en 2018.

Structurellement excédentaire, le solde des échanges de services recule de 7,0 mds F CFP sur l'exercice 2019, atteignant 63,2 milliards F CFP. Suite à l'arrivée dans le ciel polynésien de nouvelles compagnies en 2018, la redistribution des parts de marché dans le secteur de la desserte aérienne se traduit en balance des paiements par un excédent moins élevé du solde des transports (-3,0 mds F CFP sur un an). Les achats de services divers aux entreprises auprès de non-résidents, tout comme le versement de loyers, augmentent également sensiblement. Le solde des autres services aux entreprises diminue de 4,5 mds F CFP entre 2018 et 2019. En revanche, la hausse de la fréquentation touristique permet à la Polynésie française d'enregistrer 3,7 mds F CFP de recettes nettes supplémentaires par rapport à 2018.

Le compte financier affiche des sorties nettes de capitaux (8,4 mds F CFP) provenant des investissements directs (2,7 mds F CFP), du fait de l'achat de biens immobiliers par des résidents auprès de non-résidents, et également de remontées de trésorerie de filiales polynésiennes vers leurs maisons-mères. Les investissements de portefeuille et les « autres investissements » enregistrent également des sorties nettes de capitaux (0,6 md F CFP et 5,1 mds F CFP respectivement). En particulier, la baisse des engagements des banques vis-à-vis de non-résidents est plus forte que la baisse de leurs avoirs, renforçant ainsi leur position extérieure nette de 2,3 mds F CFP.



(r) : chiffres révisés
(p) : chiffres provisoires

²Données douanières en valeur CAF, hors éléments exceptionnels.

Quelques éléments méthodologiques

Les biens : des données douanières aux données d'échanges de biens de la balance des paiements

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

L'estimation de la ligne voyages

La ligne « voyages » prend en compte au crédit l'ensemble des dépenses en Nouvelle-Calédonie/Polynésie française des non-résidents et, au débit, celles des résidents calédoniens/polynésiens à l'extérieur de la collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaires ou scolaires). Les dépenses et recettes de transports liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports. Depuis 2008 en Nouvelle-Calédonie et à partir de 2009 en Polynésie française, la ligne « voyages » est mesurée à l'aide des enquêtes tourisme de l'ISEE et de l'ISPF.

Les revenus

Les revenus sont partagés entre rémunérations des salariés et revenus des investissements :

- les rémunérations des salariés comprennent les salaires et traitements versés par des employeurs non-résidents à leurs salariés résidents (y compris les rémunérations versées par l'État métropolitain à ses agents) et inversement ;
- les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs (revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille et autres revenus d'investissements).

Les transferts courants

Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques métropolitaines. Ceux-ci recouvrent notamment, côté crédits, les prestations sociales versées (principalement les pensions), les dépenses d'investissements et les dotations aux collectivités locales ; et côté débits, les recettes perçues, telles que les cotisations sociales et les impôts.

Les investissements directs (ou ID)

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les ID comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont prêts, avances, dépôts, à court et long terme). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'ID. Par ailleurs, les bénéfices réinvestis ne sont pas pris en compte.

Les autres investissements

Ce poste englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Il se répartit entre créances et engagements des résidents vis-à-vis de l'extérieur, puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts et emprunts, autres avoirs et engagements), enfin par secteur résident à l'origine des créances et engagements :

- les avoirs de l'IEOM retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM ;
- les engagements des administrations publiques renseignent sur l'augmentation ou la diminution des emprunts contractés par les administrations publiques résidentes à l'extérieur de la collectivité (généralement auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations) ;
- les avoirs et engagements du secteur bancaire permettent d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur ;
- les avoirs et engagements des « autres secteurs », soit des entreprises et des ménages ;
- les avoirs de réserve : l'IEOM ne détient ni stock d'or ni avoirs en Droits de tirage spéciaux (DTS), et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international. Le poste « avoirs de réserve » n'apparaît donc pas dans la balance des paiements des collectivités d'outre-mer.

Les normes méthodologiques internationales évoluent

Cette année, les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont publiées selon la norme de la sixième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM6 »). Elles étaient publiées selon la cinquième édition du Manuel du FMI (« BPM5 ») jusqu'alors.

La méthodologie BPM6, qui vise notamment à une meilleure articulation avec la comptabilité nationale et la position extérieure, se traduit par un niveau de détail plus grand, non disponible dans le système actuel de collecte des COM françaises du Pacifique. Toutefois, par rapport aux éditions précédentes de ce rapport annuel, un certain nombre de reclassements a été effectué entre biens et services (négoce international, travail à façon...). Par ailleurs, la présentation du compte financier s'effectue dans le BPM6 avec des conventions de signes différentes de celles de la cinquième édition du Manuel :

- dans la présentation BPM5, un flux net négatif correspondait à une augmentation des créances sur l'extérieur ou à une diminution des engagements vis-à-vis de l'extérieur (exemple : un investissement direct effectué à l'extérieur ou une liquidation d'un investissement étranger dans le territoire), puisqu'elle traduit une « sortie » de capitaux vers l'extérieur ;
- dans la présentation BPM6, le signe « + » retrace désormais les hausses des créances et des engagements et le signe « - » les baisses.

Le tableau ci-dessous montre l'impact du reclassement du négoce international et du travail à façon dans le compte de transactions courantes et du changement de conventions de signes dans le compte financier.

Principaux postes de la balance des paiements en 2019 (soldes)	Montants en milliards de F CFP			
	Nouvelle-Calédonie		Polynésie française	
	BPM5	BPM6	BPM5	BPM6
Compte des transactions courantes	-77,1	-77,1	-22,1	-22,1
- Biens	-116,6	-117,1	-205,2	-201,8
- Services	-44,3	-43,8	66,6	63,2
- Revenus (BPM5) / Revenus primaires (BPM6)	60,9	60,9	63,4	63,4
- Transferts courants (BPM5) / Revenus secondaires (BPM6)	22,9	22,9	53,1	53,1
Compte de capital	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Compte financier	105,1	-105,1	-8,4	8,4
Investissements directs	70,5	-70,5	-2,7	2,7
- Investissements directs sortants	-7,9	7,9	-4,5	4,5
Capital social	-7,8	7,8	-1,5	1,5
Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)*	-0,1	0,1	-3,0	3,0
- Investissements directs entrants	78,4	78,4	1,8	1,8
Capital social	2,1	2,1	1,6	1,6
Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)*	76,3	76,3	0,2	0,2
Investissements de portefeuille	-3,9	3,9	-0,6	0,6
Avoirs	-3,9	3,9	-0,6	0,6
Engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	38,5	-38,5	-5,1	5,1
Avoirs	-10,3	10,3	-26,9	26,9
Engagements	48,8	48,8	21,8	21,8
Erreurs et omissions	-27,9	-27,9	30,5	30,5

* La collecte, telle qu'elle est effectuée aujourd'hui, ne nous permet pas de distinguer les crédits commerciaux entre affiliés de ceux entre non affiliés. Les chiffres sont donc identiques à ceux diffusés sous convention BPM5.

Sources : IEOM, ISEE, ISPF, Douanes

- Le rapport [Balance des paiements 2019 de la Nouvelle-Calédonie](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.
- Le rapport [Balance des paiements 2019 de la Polynésie française](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.